

LANGUES ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES, QUEL(S) DEFI(S) POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE EN COTE D'IVOIRE ?

YVES-MARCEL YOUANT

Département des Sciences du Langage, LADYLAD

Université Félix Houphouët-Boigny

yvesyouant@gmail.com

Résumé : Le présent article examine le lien entre langue, technologie et développement durable dans le contexte ivoirien. Il questionne ce rapport, qui revêt un enjeu majeur dans la production, la diffusion, l'accès aux savoirs et à l'information à l'ère du tout numérique. Il démontre que les innovations technologiques redéfinissent et transforment profondément les modes de productions et de consommation dans une configuration sociolinguistique où le français, langue officielle, domine les sphères institutionnelles et technologiques tandis que les langues ivoiriennes porteuses de capital identitaire et culturel sont marginalisées et quasi-inexistantes dans l'univers technologique, numérique notamment. Une situation qui crée une fracture sociale et linguistique qui limite la participation inclusive des populations aux dynamiques du développement durable.

Mots clés : langue CI, Tech durable, inclusion linguistique, défis numériques, digitalisation locale.

Abstract: This article examines the link between language, technology, and sustainable development in the context of Côte d'Ivoire. It questions this relationship, which is a major issue in the production, dissemination, and access to knowledge and information in the digital age. It demonstrates that technological innovations are redefining and profoundly transforming modes of production and consumption in a sociolinguistic context where French, the official language, dominates institutional and technological spheres, while

Ivorian languages, which are rich in identity and cultural capital, are marginalized and virtually non-existent in the technological world, particularly the digital world. This situation creates a social and linguistic divide that limits the inclusive participation of populations in the dynamics of sustainable development.

Keyword : CI Languages, Sustainable Tech, Linguistic Inclusion, Digital Challenges, Local Digitalization.

INTRODUCTION

Ce travail, en questionnant la transversalité de la notion de langue, interroge tout autant son rôle et son importance dans le développement durable à l'ère des innovations technologiques (IT). Il traite du rôle crucial des langues dans l'accessibilité aux innovations technologiques et à leur compréhension pour un développement durable en Côte d'Ivoire. En effet, ce pays présente une grande diversité linguistique²² qui témoigne de son pluralisme historique et culturel. On peut résumer avec Kouadio N. J. (2008) que la situation linguistique ivoirienne est le résultat d'un long processus historique d'interactions, de contacts et de hiérarchisations entre langues locales et langue coloniale. À l'intérieur de ce paysage linguistique, l'on observe une cohabitation et une interaction permanente entre les langues locales, le français et ses variétés, ainsi que le parler urbain de plus en plus en dynamique qu'est le nouchi. Les premières citées, c'est-à-dire les langues ivoiriennes appartiennent aux quatre grands groupes linguistiques Kwa, Kru, Gur et Mandé²³. desquels elles se regroupent par parenté génétique. Lorsque de leur côté le français et ses variétés (FPI, FCI, nouchi) meublent avec ces dernières les usages quotidiens.

Cependant, il faut noter avec intérêt que ce multilinguisme qui caractérise la diversité sociolinguistique de la Côte d'Ivoire pose également des enjeux d'ordres statutaires, identitaires et sociaux. Ainsi, le français bénéficie du statut de langue officielle, tandis que les langues nationales quant à elles

²² On dénombre plus d'une soixantaine de langues locales. La prudence que l'on observe généralement à propos du nombre exact de langues parlées en Côte-d'Ivoire est dictée par : l'absence d'un inventaire exhaustif de toutes les langues parlées et de leurs variantes dialectales ; la difficulté à déterminer avec précision les locuteurs autochtones pour chaque langue ; l'ignorance où l'on se trouve du degré réel de bilinguisme et/ou de trilinguisme, précise Kouadio N.J, 2007, p.78

²³ Classification génétique des langues ivoiriennes.

disposent de conditions de promotion et de développement fixées par la loi.²⁴ Un statut juridique fort qui place la langue française au centre des politiques de développement sociale et économique, confinant de fait, ses variétés et les langues nationales à de simples items communautaires d'un patrimoine culturel diversifié. Alors, la diversité linguistique de cet espace pourrait constituer une barrière à l'adoption effective et efficace de nombreuses technologies souvent développées en langues dominantes (le français notamment), et excluant de fait, des communautés linguistiques locales. Comment les langues locales peuvent-elles être mises à contribution dans le développement des innovations technologiques ? Comment à leur tour, les innovations technologiques peuvent-elles être utilisées efficacement pour un développement durable en Côte d'Ivoire, tout en préservant la diversité culturelle et linguistique du pays ?

Notre objectif principal à travers cette réflexion est de promouvoir l'inclusion linguistique, c'est-à-dire contribuer à rendre accessible les innovations technologiques dans les langues ivoiriennes, et à réduire la fracture numérique ainsi que les inégalités sociales. Secondairement, il est question pour nous de sensibiliser à la facilitation de l'accès aux services essentiels pour tous, et de concourir à la préservation de la diversité linguistique et culturelle. Ainsi, nous partons de l'hypothèse centrale selon laquelle les barrières linguistiques constituent un obstacle à l'adoption et à l'adaptation des innovations technologiques. Tout comme, la fracture numérique et technologique accentue les inégalités, mettant ainsi, les langues et les cultures ivoiriennes en danger. Pour ce faire, et afin de mieux cerner la problématique, notre analyse s'articule autour de trois axes principaux. Premièrement, nous observerons, le rôle, le statut et les usages sociaux des langues en Côte d'Ivoire ; deuxièmement, nous analyserons l'impact des IT sur les dynamiques linguistiques et communicationnelles ; et troisièmement, nous ouvrirons un échange sur les perspectives liées à l'intégration des langues du paysage linguistique ivoirien pour un développement durable plus harmonieux et inclusif.

²⁴ Titres II : de l'Etat et de la souveraineté, article 29 de la Constitution Ivoirienne, 2016.

1. Considérations théoriques et méthodologiques

L'étude s'inscrit dans le cadre d'analyse de la sociolinguistique, au croisement des théories de l'écologie des langues et du marché linguistique, développées respectivement par Haugen E. (1971) et Bourdieu P. (1977). À ce propos, Léonard J.L., indique que :

L'écologie des langues est un vaste paradigme qui, traitant de l'évolution et de la « vie et mort » des langues dans leur contexte social, voire écosocial aborde des questions empiriques et théoriques aussi diverses que les politiques linguistiques, l'aménagement linguistique, les pratiques langagières en situation plurilingue, la créologénèse et les situations de créolisation ou pidginisation, la sociolinguistique des contacts de langues, voire les modes opératoires et les effets des discours environnementalistes. Le paradigme remonte à une conférence, matérialisée l'année suivante sous forme d'un article fondateur (Haugen 1971), déclinant les grandes questions écologiques auxquelles étaient confrontés les linguistes : classification des langues, utilisateurs et domaines d'usage, pluralité des répertoires, variation interne des langues, relations écrit/oral ou seule oralité, degrés de codification et de standardisation, soutiens institutionnels, attitudes, typologie des situations et des relations langues/milieus humains et naturels. (2017, p.161).

C'est d'ailleurs au cœur de ce rapport entre langues et milieux que Louis-Jean Calvet (2005), en empruntant le syntagme « *écologie des langues* » relève l'importance cruciale de l'étude des langues dans leur environnement social, politique, économique et/ou culturel, tout en soulignant la violence des conflits entre langues, qui révèle des conflits d'intérêts entre populations, au-delà de la langue. Il note à cet effet :

En fait, il n'y a pas vraiment de conflits entre les langues, plutôt entre leurs locuteurs, entre les groupes humains, et derrière eux entre des intérêts sociaux, politiques et économiques. Ces conflits peuvent être violents, ils l'ont été à l'époque coloniale, ils le sont aujourd'hui avec l'anglais par exemple, ou avec les langues régionales. Mais derrière la langue anglaise se profile la domination américaine dans le cadre de la mondialisation. Et avec les langues régionales nous rencontrons des visions différentes de l'Etat, de l'identité, de la

région... Nous pouvons donc lire ces conflits humains, culturels, économiques et politiques dans leur traduction linguistique, sous leur versant linguistique.

Les conflits d'intérêts multiformes qui découlent de ces différents rapports entre langues et sociétés font écho au marché linguistique où les langues ont une valeur sociale et économique. Toute la structure sociale étant présente dans l'interaction (Bourdieu, 1977, p. 24), « il y a marché linguistique chaque fois qu'il y a interaction linguistique » (Encrevé, 1982, p. 100). En d'autres termes :

Le ML est un lieu de formation des prix des biens linguistiques, et la position relative des usages dans la hiérarchie des formes et des lectures est fonction de leur degré de conformité ou de proximité avec un ensemble de formes ou langues considérées comme standard, légitimes, dans l'absolu et dans une situation donnée. Il en résulte pour ces (ensembles de) formes linguistiques, un certain prestige, et pour les acteurs qui les détiennent une distinction, une autorité qui leur donnent accès à des ressources symboliques ou matérielles. (Cyril Trimaille ; Samuel Vernet, 2021, p.229).

L'intrication de ces deux approches théoriques dans le champ de la sociolinguistique nous permet de définir un cadre d'analyse pertinent qui met en corrélation l'idée que les langues fonctionnent dans un écosystème socio-culturel et économique, influencé par des facteurs politiques, technologiques et environnementaux. Et aussi celle, qu'elles ont une valeur sociale et économique dans un contexte où certaines dominent et d'autres sont marginalisées. Ainsi, traiter sous l'angle linguistique la question des IT (internet, réseaux sociaux numériques, IA, etc.) dans le développement durable en Côte d'Ivoire, revient à analyser le nouvel environnement sociolinguistique créé par ces IT afin de répondre aux questions que nous nous sommes posées préalablement, et qui fondent tout l'intérêt de notre réflexion.

Cette démarche s'appuie sur une méthodologie qui adopte une approche qualitative et documentaire, basée sur l'analyse du rapport sur l'inclusion numérique de l'Autorité de Régulation des Télécommunications en Côte d'Ivoire (ARTCI), et l'examen de plateformes et applications numériques.

2. À propos des langues

2.1. Statuts, variétés et usages sociaux en Côte d'Ivoire

Le développement durable, bien plus qu'un concept, apparaît comme une exigence mondiale, compte tenu des nombreux défis et enjeux sociétaux, environnementaux et culturels auxquels nous faisons face. Sa définition officielle est issue du rapport Brundtland « *Notre avenir à tous* », remis à l'ONU en 1987 par Gro Harlem Brundtland (député européen et ex-Premier ministre de la Norvège). Il désigne un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs* »²⁵

Depuis, le développement durable n'a cessé de trouver écho au sein des rendez-vous internationaux et dans les médias. Si la sensibilisation dans les unités éducatives et socio-professionnelles est réelle, elle met toutefois en marge les locuteurs les moins compétents. En effet, dans un monde mû par le capitalisme, plongé dans une course effrénée vers la croissance économique rapide et guidé par la consommation de masse et les IT, un contrôle et une adaptation profonde et efficace à ces différentes mutations sociales s'imposent. Toute chose qui ne saurait s'opérationnaliser ou se matérialiser véritablement sans la langue qui permet à la fois l'appropriation et la transmission des savoirs et des valeurs fondamentales pour un développement durable.

La question des langues en Afrique n'a jamais été véritablement réglée. Le français, l'anglais, ainsi que les langues des ex métropoles, devenus langues internationales de développement, ont tendance à marginaliser les langues africaines. On reproche à ces dernières un déficit de codification et de normalisation pour prétendre servir de langage d'apprentissage pour étudier les mathématiques, la technologie, l'économie, la gestion...etc. Pourtant, l'exclusion de ces dernières des sphères institutionnelles de la vie sociale constitue l'une des causes majeures du sous-développement du continent. En Côte d'Ivoire, cet état de fait est perceptible à travers la politique linguistique

²⁵ Document non paginé

qui dans les usages et les statuts conférés, renforce ce rapport hégémonique entre le français, ses variétés et les langues ivoiriennes.

Conséquemment, dans les usages sociaux, la légitimité institutionnelle de la langue française en fait la langue de l'administration, de l'éducation, de la justice, des médias, etc., alors que les langues nationales s'utilisent en famille, dans les communautés et groupes ethniques, spécifiquement à des fins de communication quotidienne, de transmission de valeurs identitaires et culturelles. On les rencontre aussi sur les marchés, dans les rues et parfois dans les médias (à travers la musique, la publicité et les réseaux sociaux numériques) avec l'usage d'un véhiculaire comme le dioula et du parler urbain qu'est le nouchi. À tous ces usages, il faut ajouter des langues étrangères comme l'anglais, l'espagnol, l'arabe et le chinois dont l'apprentissage progresse dans l'enseignement et la formation, traduisant toute la dynamique du marché linguistique mondial. Par-delà, ce serait peu de dire que le français renforcé par son statut, domine les usages quotidiens à l'échelle nationale. D'ailleurs, à propos de la présence et des usages de la langue française dans le monde, l'Organisation Internationale de la Francophonie indique un chiffre total de 64% de francophones en Côte d'Ivoire dont 39% avec un niveau maîtrisé²⁶. C'est dire la place et le rôle du français en Côte d'Ivoire face à celui des langues locales, dans un pays au taux d'analphabétisme estimé à 47% selon l'UNESCO.

Ainsi, en Côte d'Ivoire, à l'instar du reste du monde le rapport entre langues et développement durable est important dans le développement socio-économique car les langues sont au centre de l'accès à l'éducation, à l'information, favorisent la participation citoyenne et améliorent la gestion des ressources. Autrement dit, les langues sont des vecteurs d'accès à la connaissance et de transmission des savoirs aussi bien endogènes qu'exogènes.

Elles favorisent notamment la quête des Objectifs du Développement Durable (ODD) tels que l'ODD-4 éducation de qualité ; l'ODD-8 travail

²⁶ La langue française dans le monde. Synthèse. 2022, p.11.

décent et croissance économique ; l'ODD-10 réduction des inégalités ; l'ODD-16 paix, justice et institutions efficaces, etc.

2.2. Le marché linguistique ivoirien

On ne pourrait évaluer et apprécier le rôle des langues dans le développement durable sans toutefois analyser le marché linguistique qu'elles constituent. Car comme souligné plus haut « *il y a marché linguistique à chaque fois qu'il y a interaction* » (*op. cit.*). A ce stade, il est important d'analyser le marché linguistique ivoirien pour bien comprendre les enjeux et les défis dans ce maillage au centre duquel les langues ivoiriennes font ménage avec le français et d'autres langues internationales.

En effet, à l'intérieur de ce marché, on constate une relation asymétrique entre le français et les langues ivoiriennes caractérisée par la prééminence de la valeur institutionnelle et économique accordée au français, alors que les langues ivoiriennes se confinent à de rôles identitaires et culturels, avec une valeur de résistance symbolique. Autrement dit, le français jouit d'un capital linguistique complet, langue officielle, langue de pouvoir. Bourdieu P. souligne (1982) que « c'est la langue légitime, celle qui confère du capital linguistique convertible en avantages économiques et sociaux », tandis que les langues ivoiriennes n'ont pas ce privilège. Cependant dans cette cohabitation, la résistance symbolique a engendré des variétés comme le nouchi et le français ivoirien qui répondent de cette résistance symbolique face à l'hégémonie du français. Ainsi, le marché linguistique ivoirien présente une configuration plurilingue hiérarchisée dans laquelle les langues ne se valent pas, mais charrient des espaces communs pour remplir des rôles différents. Dans l'ensemble ce marché peut être subdivisé en deux sous-marchés qui rendent effectivement compte des usages et de la valeur des différentes langues.

Nous avons d'un côté les sous-marchés linguistiques urbains et de l'autre les sous-marchés linguistiques ruraux. Dans les premiers espaces cités, notamment, dans les grandes agglomérations comme la capitale économique Abidjan, ou la deuxième ville du pays Bouaké, les pratiques langagières sont dominées par le français et ses variétés, que sont le FPI, le français ivoirien, et le nouchi. Par ailleurs, le dioula y est également très présent notamment sur les

marchés et dans l'économie informelle. Quant aux marchés ruraux, leurs échanges sont logiquement dominés par les langues locales où se manifeste pleinement leur valeur identitaire et leur rôle communautaire.

Cette présentation concise du marché linguistique ivoirien nous permet de comprendre les rapports de force et les valeurs attribuées aux langues et aussi de mieux appréhender la dynamique linguistique contemporaine en Côte d'Ivoire à l'ère des innovations technologiques.

3. Langues et innovations technologiques : défis et enjeux

3.1. Les innovations technologiques (IT)

L'innovation technologique, pilier de développement, participe à la conception, à la réalisation et à l'échange de savoirs. Elle se définit selon Jain N. (2023) comme :

« la création et l'application de technologies, d'outils, de systèmes et de processus nouveaux ou améliorés qui entraînent des avancées ou des percées significatives dans divers domaines. Il s'agit d'exploiter les connaissances, l'expertise et les ressources pour élaborer des solutions innovantes qui résolvent les problèmes, améliorent l'efficacité, stimulent le progrès et apportent de la valeur. »²⁷

Les innovations technologiques proposent une arborescence diversifiée et se subdivisent en plusieurs catégories qu'on peut principalement résumer comme suit : intelligence et traitement de l'information ; internet et communication ; éducation numérique ; mobilité et connectivité.

- IT d'intelligence et de traitement de l'information : axée sur la création, l'analyse et la simulation de l'intelligence humaine : Intelligence Artificielle (IA) ; graphismes 3D.

²⁷ Document non paginé

- IT de l'internet et de la communication numérique : outillée pour la mise en réseau, la diffusion d'informations et la communication interactive : web ; réseaux sociaux numérique ; médias numériques ; télévisions numériques (TNT, Streaming, IPTV)
- IT mobiles et connectées : centrée sur la mobilité, la connectivité et l'interaction homme-machine. (applications ; objets connectés ; *mobile banking*)
- IT pour l'éducation et la culture : orientée sur l'apprentissage, l'enseignement et l'apprentissage de nouveaux savoirs. Enseignement virtuel (e-learning, MOOC, classes virtuelles, plateformes éducatives).

À travers cette arborescence, nous constatons l'omniprésence des IT dans le quotidien des populations vivant en Côte d'Ivoire, néanmoins, comme l'apprentissage de nouveaux savoirs (formation, informations) passe par les langues, tout comme les activités commerciales et la production de biens et services qui exigent également des compétences linguistiques, force est de constater qu'au centre de toutes ces IT, le médium principal est le français. Ce qui en plus de rappeler la domination de cette langue, renforce son poids socio-économique sur le marché linguistique dans le tissu social ivoirien. Les IT sont présentes dans toutes les composantes de l'activité économique que sont la production (*opération de création de biens et de services*), la consommation (*l'acte par lequel les besoins sont satisfaits*), l'échange (*l'acte par lequel les biens de consommation sont mis à la disposition des consommateurs*) et l'investissement (*la mise en place des instruments de productions : outils, machines...*). Malheureusement à l'intérieur de cette chaîne de valeurs, une frange importante de la population est laissée pour compte, faute de compétences linguistiques et d'aptitudes technologiques.

3.2.Barrières et défis de l'inclusion numérique

L'industrie du savoir et la nécessité de l'acquisition des connaissances et des compétences constituent en effet un réel défi pour traduire en acte concret la notion de développement durable en Côte d'Ivoire. Entre autres défis, nous

avons l'inégalité d'accès aux innovations technologiques et aux services afférents; l'adaptation technologique; la formation et l'alphabétisation; la durabilité environnementale; la préservation du patrimoine culturelle et linguistique. Autant de défis qui pour être relevés passent inéluctablement par la réduction de la fracture numérique au plan social.

En effet, selon le rapport (2023) de l'Autorité de Régulation de Télécommunications/tics de Côte d'Ivoire (ARTCI) sur l'inclusion numérique dans le pays, cette inclusion qui « *se définit généralement comme l'effort collectif pour rendre les technologies de l'information et de la communication (TIC) accessibles et utiles à toutes les populations, quel que soit leur niveau de vie, leur âge, leur capacité ou leur emplacement géographique.* », rencontre principalement des obstacles de trois ordres. L'accès au numérique, l'aptitude liée au numérique et l'usage des TICS. Au niveau de l'accès au numérique, il souligne de fortes disparités entre les zones urbaines et les zones rurales : 81% des ménages en milieu urbain ont accès à Internet en 2022, contre 50% en zone rurale. Ce qui est illustratif d'une fracture numérique profonde marquée par l'exclusion de bons nombres de citoyens à l'accès aux biens et services qu'offrent le numérique et les IT.

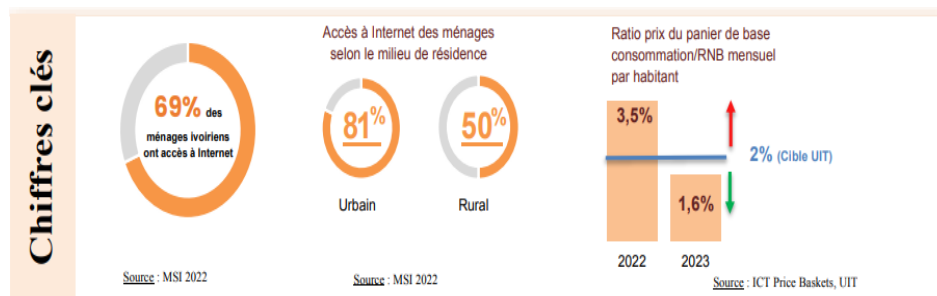


Figure 1 : chiffres clés de l'accès au numérique en Côte d'Ivoire. Source ARTCI

En ce qui concerne l'aptitude liée au numérique et qui participe également de cette fracture numérique, on note dans ce rapport, plusieurs facteurs dont nous partageons les principaux, à savoir :

- Méconnaissance d'Internet et de son utilité

11 % des non-utilisateurs d'Internet n'ont tout simplement pas connaissance de la technologie Internet. Parmi les non-utilisateurs d'Internet, 32% l'estiment non pertinent (pas d'intérêt) pour leurs activités notamment dans les zones rurales.

- Faible niveau de compétences du numérique

Le manque de compétences numériques constitue une barrière majeure, limitant l'accès aux technologies et générant de l'angoisse chez les personnes qui perçoivent Internet comme trop "complexe", ce qui les conduit à se résigner à ne pas l'utiliser.

- Analphabétisme / Hétérogénéité linguistique

La majorité des sites web en Côte d'Ivoire, sont principalement textuels et rédigés en langue française, souvent avec peu d'icônes. Cette situation rend l'accès au numérique difficile pour les personnes ne maîtrisant pas le français ou l'anglais ; Les langues locales, parlées par la majorité de la population, ne sont que rarement prises en compte dans les contenus numériques proposés.

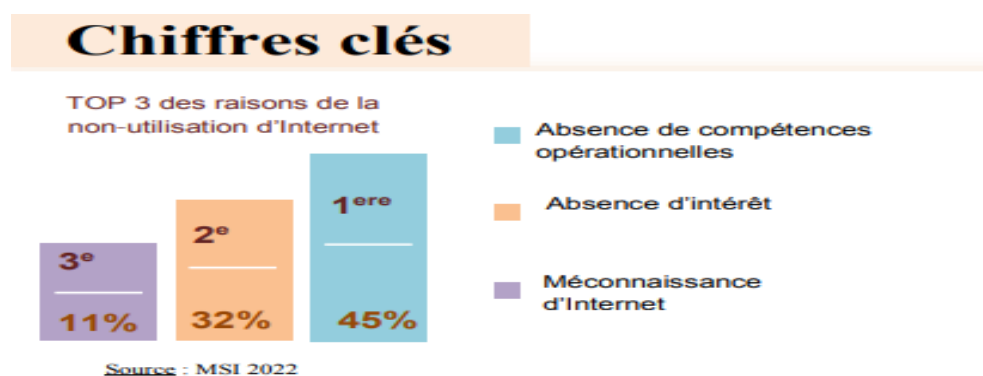


Figure 2 : chiffres clés des aptitudes liées au numérique en Côte d'Ivoire.
ARTCI

Quant à l'usage, il faut retenir que « les usages d'Internet par les ivoiriens sont dominés par les activités réalisées sur « les réseaux sociaux » et « les communications » (audio, vidéo), pour une proportion de 80% des internautes. Suivent les activités de divertissement pour une proportion de 54% (jeux en ligne, films sur YouTube, etc.). En

revanche, les usages productifs ou administratifs restent relativement faibles (14%). ». De plus ses usages se font en fonction du niveau d'études, du statut socio-professionnel et du lieu de résidence.



Figure 3 : chiffres clés des usages d'internet en Côte d'Ivoire. ARTCI

On constate une disparité toujours marquée qu'il importe d'analyser comparativement à toute l'arborescence des IT. Il découle effectivement de ces statistiques officielles, une inadéquation totale entre les possibilités et les champs qu'offrent les IT et leur usage en Côte d'Ivoire. Les IT de l'internet et la communication numérique dominent les usages avec le web et les réseaux sociaux numériques laissant les autres marchés et domaines IT peu pénétrés. Ce qui induit une accentuation de la fracture numérique et un retard dans l'implémentation et l'appropriation des objectifs du développement durable.

3.3. Les langues et les IT dans le développement durable : enjeu et perspectives

A vu de ce qui précède, l'enjeu majeur ici est la synergie entre langues (le français, les langues ivoiriennes, le nouchi, etc.) et IT pour un développement durable accessible à tous. Toute chose qui s'avère d'une certaine complexité eu égard au taux d'analphabétisme et à l'hétérogénéité linguistique de la Côte d'Ivoire. Cependant, cela n'est pas une fatalité dans la mesure où le principal code métalinguistique entre les langues et les innovations technologiques, c'est l'éducation. Pour ce faire, en guise de perspectives de solutions, il faut axer les actions sur la mobilisation de plusieurs parties prenantes.

Par partie prenante, nous entendons « *un individu ou un groupe qui peut affecter l'accomplissement des objectifs d'une organisation ou qui est affecté par l'accomplissement des objectifs d'une organisation* » D'Almeida N. (1996). Ainsi, il est tout indiqué d'identifier le ou les organisations à mobiliser dans cette perspective. La typologie des organisations d'Igalens J., et Point S. (2009), nous permet de distinguer des *parties prenantes organisationnelles*, des *parties prenantes économiques* et des *parties prenantes spécifiques*.

Alors, les pouvoirs publics (Etat, collectivités locales) sont en première ligne dans cette démarche. Ils doivent conformément à la Constitution ivoirienne renforcer les conditions de promotion et de développement des langues locales. Ils peuvent édicter des réglementations qui incitent ou contraignent à se conformer à certains standards sociaux, environnementaux ou de gouvernance impliquant aux côtés du français, les langues locales.

Ensuite, interviennent les acteurs de l'industrie du savoir qui ont en partage l'usage de la langue et l'éducation des futures générations. L'ADN des futures tendances sociologiques s'imprime dans les universités qui doivent revendiquées leur statut de « *geyser de savoirs et de connaissances* ». Nous sommes à l'ère de la spécialisation, dans une société ayant besoin de compétences de plus en plus pointues. Il faut par conséquent encourager un meilleur management de la connaissance. Une notion qui se construit sur la gradation « *données, informations, compétences, connaissances* » (Ferrary M ; Pesqueux Y. 2006). Universités publiques, privées, instituts de formation professionnelle et/ou continue, laboratoires d'analyse, *think-tank*...autant d'acteurs à mobiliser pour enrichir les actifs immatériels des *curricula* et les mettre en adéquation avec les objectifs du Développement durable via les IT. En cela, les langues locales et un parler urbain comme le nouchi doivent être promus. Leurs dynamismes et la variété de leur corpus témoignent de leur vitalité et de leurs ancrages dans la société ivoirienne. Ces langues doivent enrichir l'industrie du numérique qui est le moteur des innovations technologiques. En effet, elles disposent d'une codification et d'un cadre normatif important pour un grand nombre d'entre

elles²⁸, pour appréhender les idées, les techniques et les technologies. Pour l'instant, elles se confinent en quelques applications et sites internet d'apprentissages des langues ivoiriennes²⁹.

Il existe plusieurs types d'applications numériques en langues ivoiriennes. Ces applications sont quasiment pareilles dans leurs « substance » et dans leurs formes. [...] Elles sont toutes dotées d'une caractéristique didactique. On note des applications de culture générale sur la Côte d'Ivoire, les applications de cultures religieuses ou bibliques, les applications à caractère purement didactique et les applications de saisie. (Amangoua J, 2024, p.290)

Cependant, ces applications en langues ivoiriennes rencontrent par ailleurs plusieurs obstacles dans leur occupation du cyberspace. Au titre de ces obstacles, on peut citer avec Amangoua J. (2024, p.292) « *le manque de visibilité ; le problème de la transcription des tons et phonèmes complexes ; le problème d'harmonisation des écritures en langues ivoiriennes.* »

Le manque de visibilité par exemple, est imputable aux défauts de mises à jour, aux versions parfois basiques qui n'évoluent pas et entraînent l'obsolescence des applications, et au nombre de téléchargements insuffisants qui ralentissent les recommandations de téléchargement des boutiques d'applications *Google Playstore* pour les appareils *Android* et *l'App Store*, exclusivement dédiée aux appareils *Apple IOS*.

Après les pouvoirs publics et les acteurs de l'industrie du savoir, qui constituent essentiellement les parties prenantes organisationnelles, la deuxième ligne indispensable dans la quête de cette synergie d'action est

²⁸ Les nombreux travaux des descriptions et de documentation des langues ivoiriennes réalisés par l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) de l'Université Félix Houphouët-Boigny en sont une parfaite illustration.

²⁹ Apprendre l'Atchan, Dioula facile, IVOKAN, Luku ou la bible en abouré, la bible en baoulé etc.

l'univers très dynamique de l'économie numérique³⁰. Ce sont les sociétés de téléphonie mobile, de *mobile banking*, de e-commerce, etc., auxquelles l'on peut légitimement ajouter les médias, qui en adaptant ou en facilitant l'accès à leurs différentes offres et services en langues ivoiriennes favoriseraient l'inclusion numérique tout en faisant du chiffre. Enfin, la dernière sphère des parties prenantes à mobiliser pour la promotion des langues en faveur du développement durable qui inclut nécessairement les langues ivoiriennes, c'est la société civile composée essentiellement d'ONG, de fondations et d'associations de bienfaisance.

Ensemble tous ces acteurs, toutes ces parties prenantes doivent transformer les défis au centre de cet enjeu, en opportunités de développement qu'il importe de saisir pour promouvoir un développement durable pertinent. Ainsi, les innovations technologiques doivent favoriser la création d'entreprises innovantes basées sur les besoins locaux et stimuler l'entrepreneuriat local. Les langues locales doivent être utilisées et adaptées aux technologies pour aider à la prise en compte des besoins spécifiques locaux et environnementaux des populations ivoiriennes. De même, l'alphabétisation numérique dans les langues locales doit être encouragée et soutenue davantage dans la formation et la sensibilisation.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion dont l'objectif a été de mettre en exergue les défis liés à l'usage dans langues en présence sur le territoire ivoirien à l'ère des IT, il apparaît que le lien entre les langues et les IT constitue un enjeu crucial pour le développement durable en Côte d'Ivoire. En effet, dans un premier temps, l'analyse a démontré que la diversité linguistique du pays bien qu'étant un atout socioculturel important, se heurte à une hiérarchisation statutaire qui marginalise les langues ivoiriennes au profit du français, langue

³⁰ L'économie numérique se définit comme l'ensemble des activités économiques qui utilisent les technologies de l'information et de la communication comme internet, l'informatique, les télécommunications et l'électronique.

officielle et qui domine le marché linguistique. Cette situation accentue la fracture linguistique et sociale en limitant l'accès équitable à l'éducation, à l'information, et systématiquement aux IT.

Dans un second temps, l'étude a permis de mettre en évidence, à travers l'analyse du marché linguistique ivoirien, la coexistence de plusieurs langues à savoir les langues locales et le français et ses variétés dans des espaces différenciés, révélant donc les tensions entre capital linguistique, légitimité institutionnelle et identité culturelle. Car la prééminence du français dans les sphères institutionnelles et technologiques lui confère un pouvoir économique et symbolique fort tandis que les langues locales réduites à des usages et fonctions communautaires ont du mal à s'inscrire pleinement dans les dynamiques du numérique et développement durable.

En troisième lieu, l'analyse a montré que les IT ne bénéficient pas équitablement à toutes les couches de la population, compte tenu des barrières linguistiques, du faible taux d'alphabétisation numérique et de la quasi-inexistence, voire de l'exclusion des langues locales des contenus numériques. Dès lors, l'enjeu pour garantir une inclusion numérique durable passe inéluctablement par la mobilisation de toutes les parties prenantes pour une planification linguistique numérique (pouvoirs publics), la production de contenus et de corpus en langues locales, la formation d'acteurs locaux (institutions éducatives) et l'implication de secteur privé (entreprises technologiques et services) et la société civile.

In fine, nous pouvons retenir à travers cette contribution, que les langues et les innovations technologiques présentent à la fois des défis et des opportunités pour le développement durable. L'intégration des langues locales dans les I.T peut favoriser une inclusion plus large et une meilleure appropriation des innovations par les communautés locales. Cela nécessite une étroite collaboration entre acteurs locaux, les gouvernements, et les secteurs productifs. Il est primordial de garantir l'accès des IT à tous pour éviter d'étendre le fossé de la fracture numérique et préserver par-delà, les langues, la culture, l'environnement et les ressources en Côte d'Ivoire.

Références bibliographiques

AMANGOUA Kissi Henry Joël, 2024, La problématique de la numérisation des langues ivoiriennes : cas des applications numériques, in *Akofena*, N°14, Vol.2. p. 287-294.

BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard

- 1977, « L'économie des échanges linguistiques », *Langue française* 34, p.17-34.

BRUNDTLAND G. H. (1987), Rapport Brundtland. « *Notre avenir à tous* », ONU[en ligne le 15 juillet 2023].

CALVET Louis-Jean, 2016, « Ecolinguística », in *Revista Brasileira de Ecologia e Linguagem*, Vol. 02, n.02, p. 19-35

- 2005, L'écologie des Langues. Interview, propos recueillis par Karine Philippe, *Sciences Humaines* vol 7, N°162, p.19-19.

D'Almeida Nicole, 1996, *L'Entreprise à responsabilité illimitée : la citoyenneté d'entreprise en question*, Liaisons, Communication & Innovation, Paris.

DIOUF Makhtar, 1979, *Economie politique pour l'Afrique*, NEAS/AUPELF.

ENCREVE P. (1982), « À propos du "marché linguistique" », Dittmar N. & Schlieben-Lange B. (dir.), *La sociolinguistique dans les pays de langues romanes*, Tübingen, Gunther Narr Verlag, p. 97-103.

FERRARY Michel & PESQUEUX Yvon, 2006, *Le management de la connaissance*, Editions Economica.

HAUGEN Einar, 1971, « The ecology of language », in *The Linguistic Reporter, supplement* 25, p.19-26.

IGALENS Jaques & POINT Sebastien, 2009, *Vers une nouvelle gouvernance des entreprises. L'entreprise face à ses parties prenantes*, DUNOD.

KOUADIO N'GUE Jérémie, 2008, « Le français en Côte d'Ivoire : de l'imposition à l'appropriation décomplexée d'une langue exogène »,

in *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 40/41 | 2008

- 2007, « Le français, langue coloniale ou langue ivoirienne », *Hérodote*, n° 126, La Découverte, 3e trimestre, p.69-84.

LEONARD Jean Léo, 2017, Écologie (socio) linguistique : évolution, élaboration et variation, *Langage et société* 2017/2 N° 160-161, pages 267 à 282.

NICK Jain, 2023, Qu'est-ce que l'innovation technologique <https://ideascale.com/fr/blogues/quest-ce-que-linnovation-technologique/>

RAPPORT (2023). *Résumé exécutif : Inclusion numérique en Côte d'Ivoire, où en est-on ?* Autorité de Régulation de Télécommunications/tics de Côte d'Ivoire (ARTCI).

TRIMAILLE Cyril & VERNET Samuel, (2021). Marché linguistique, *Langage et société* /HS1 Hors-série, p. 229-232.